

ENQUÊTES MARXISTES SUR LE CAPITALISME CONTEMPORAIN – 05/01/2021

1 Antonio Gramsci, extraits des *Cahiers de Prison* (C. 6 : § 88, 138 ; C. 7 : § 16 ; C. 8 : § 2)

Cahiers rédigés entre 1929 et 1935 Extraits choisis pour aborder « l'hégémonie » des classes dirigeantes, et notamment les rapports entre État et « société civile ». La langue de ces textes étant parfois obscure, notamment pour des raisons de conditions d'écriture et d'évitement de la censure, des notes explicatives ont été ajoutées.

6-88

[...] Nous sommes toujours sur le terrain de l'identification entre État et gouvernement, identification qui est justement une représentation de la forme corporative-économique¹, c'est-à-dire de la confusion entre société civile et société politique, car il faut noter que dans la notion générale d'État entrent des éléments qu'il faut ramener à la notion de société civile (au sens, pourrait-on dire, où État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition). Pour une doctrine de l'État qui entend concevoir ce dernier comme susceptible tendanciellement de dépérir et de se résoudre dans la société « réglée », c'est une question fondamentale. On peut imaginer l'élément État-coercition comme s'épuisant au fur et à mesure que s'affirment les éléments toujours plus importants de société « réglée » (soit État éthique, soit société civile). [...]

6-138 *Passage de la guerre de mouvement (et par attaque frontale) à la guerre de position dans le domaine politique*

Cela me semble le problème de théorie politique le plus important qu'ait posé la période d'après-guerre, et le plus difficile à résoudre de façon juste. Il est lié aux problèmes soulevés par Bronstein² qui, d'une façon ou d'une autre, peut être considéré comme le théoricien de l'attaque frontale à un moment où elle ne peut qu'entraîner la défaite. [...] La guerre de position demande d'énormes sacrifices à des masses immenses de population ; pour cette raison, une concentration inouïe de l'hégémonie est nécessaire et par conséquent une forme de gouvernement plus « interventionniste » qui prenne plus ouvertement l'offensive contre les opposants et organise en permanence l'« impossibilité » d'une désagrégation interne : contrôles de tous genres, politiques, administratifs, etc., renforcement des « positions » hégémoniques du groupe dominant, etc.

Tout cela indique que l'on est entré dans une phase culminante de la situation historique et politique, car dès qu'elle est acquise dans le domaine politique, la victoire de la « guerre de position » est décisive de façon définitive. La guerre de mouvement subsiste en politique tant qu'il s'agit de conquérir des positions qui ne sont pas décisives et qu'ainsi toutes les ressources de l'hégémonie de l'État ne sont pas mobilisables ; mais quand, pour une raison ou pour une autre, ces positions ont perdu leur valeur et que seules les positions décisives ont de l'importance, on passe alors à la guerre de siège, tendue, difficile, qui exige des qualités exceptionnelles de patience et d'esprit d'invention. En politique, le siège est réciproque, malgré toutes les apparences, et le seul fait que celui qui domine doive faire étalage de toutes ses ressources, montre combien il prend son adversaire au sérieux.

1 Se réfère à une solidarité entre personnes d'une même corporation, d'un même métier, etc. (plus restreinte qu'une solidarité de classe à proprement parler).

2 Léon Trotsky.

7-16 *Guerre de position et guerre de mouvement ou de front*

Il faut voir si la fameuse théorie de Bronstein sur la « permanence » du mouvement³ n'est pas le reflet politique de la théorie de la guerre de mouvement [...], et en dernière analyse, le reflet des conditions générales-économiques-culturelles-sociales d'un pays où les cadres de la vie nationale sont embryonnaires et relâchés et ne peuvent devenir « tranchée ou forteresse ». [...]

Il me semble qu'Ilitch⁴ avait compris qu'il fallait un changement, de la guerre de mouvement, appliquée victorieusement en Orient en 1917⁵, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident, où, comme l'observe Krasnov⁶, en peu de temps les armées pouvaient accumuler des quantités infinies de munitions, où les cadres sociaux étaient encore capables de devenir des tranchées imprenables. [...]

Le seul point est qu'Ilitch n'eut pas le temps d'approfondir sa formule, même si on tient compte qu'il ne pouvait l'approfondir que théoriquement, alors que la tâche fondamentale était nationale, et exigeait qu'on reconnût le terrain et qu'on déterminât les éléments de tranchée et de forteresse représentés par les éléments de la société civile, etc. En Orient, l'État étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre État et société civile, il y avait un juste rapport et dans un État branlant on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'État n'était qu'une tranchée avancée, derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casemates ; plus ou moins d'un État à l'autre, s'entend, mais c'est justement ce qui demandait une attentive reconnaissance de caractère national. [...]

8-2 *L'État et la conception du droit*

La révolution apportée par la classe bourgeoise dans la conception du droit et, en conséquence, dans la fonction de l'État, consiste surtout dans la volonté de conformisme (par suite, caractère éthique du droit et de l'État). Les classes dominantes d'avant la Révolution étaient essentiellement conservatrices en ce sens qu'elles ne tendaient pas à élaborer un passage organique des autres classes à la leur, c'est-à-dire à élargir leur sphère de classe « techniquement » et idéologiquement : la conception de caste fermée. La classe bourgeoise se pose elle-même comme un organisme en continuel mouvement, capable d'absorber toute la société, en l'assimilant à son niveau culturel et économique : toute la fonction de l'État est transformée : l'État devient « éducateur », etc.

Comment peut-il se produire un arrêt, comment peut-on revenir à la conception de l'État, comme pure force, etc. La classe bourgeoise est « saturée » : non seulement elle ne gagne plus en extension mais elle se désagrège ; non seulement elle n'assimile pas de nouveaux éléments, mais elle rejette une partie d'elle-même (ou tout au moins les rejets sont considérablement plus nombreux que les assimilations). Enfin une classe qui peut se poser elle-même comme susceptible d'assimiler toute la société, et qui est en même temps capable d'exprimer ce processus, porte à la perfection cette conception de l'État et du droit, au point de concevoir le moment où finiront l'État et le droit, parce que devenus inutiles, après avoir épuisé les possibilités de leur rôle et avoir été absorbés par la société civile.

3 Allusion à la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky.

4 Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine.

5 Allusion à la Révolution russe de 1917.

6 Général russe opposé à la Révolution d'Octobre.

2 Isabelle Garo, « Le néolibéralisme et son monde. Remarques sur quelques analyses récentes », *Contretemps*, 31/07/2017.

[...] Le terme de « néolibéralisme » en est ainsi venu à désigner à la fois une étape du capitalisme et le discours qui l'accompagne, sans qu'on sache s'ils coïncident, s'articulent, se juxtaposent ou s'opposent. Cette ambiguïté pose un problème de fond : car si tout projet hégémonique vise bien à combiner une domination réelle et sa légitimation idéologique, aucun n'y parvient jamais tout à fait. Tout rapport de force social reste confronté aux contradictions dont il résulte, et les idées qui l'accompagnent s'affrontent continûment à leur contestation. [...]

La misère conceptuelle de l'idéologie dominante n'est pas le défaut dans la cuirasse du néolibéralisme, qu'il faudrait viser pour espérer l'abattre. Car son anthropologie de carton-pâte, sa liberté en trompe-l'œil et son dogme de la rationalité des marchés offrent en réalité un cadre doctrinal adéquatement souple, ajustable aux choix politiques et aux circonstances de l'heure, désarmant toute objection qui tenterait de le réfuter avec des armes académiques. Sur ce plan, la première tâche critique n'est pas de discuter une théorie en bonne et due forme, c'est de rendre compte de sa fonction et du paradoxe qui la caractérise. Car l'idéologie contemporaine s'inscrit entre deux pôles contraires, elle mêle apologie de l'entreprise et dénonciation du consumérisme, défense de la liberté individuelle et imprécations autoritaires, tolérance sociétale et fantasmes identitaires. Qu'une idéologie dominante se diversifie pour se renforcer n'est pas neuf. Ce qui l'est davantage est qu'elle sache sécréter sa propre critique et s'y recombinaison, pour feindre à nouveau de s'y affronter. Face au ballet étourdissant du néolibéralisme et du néoconservatisme qui singe le débat d'idées, la pensée critique peine à échapper à l'étau de sa polarité mortifère.

Dans une telle situation, les adversaires du capitalisme auraient tout intérêt à considérer le niveau propre de l'idéologie, en tant qu'elle est non un ensemble d'idées définies, mais une fonction sociale et politique, distincte du reste de la réalité économique et sociale et articulée à elle. Cette analyse, empruntant au marxisme une notion élaborée d'idéologie, semble être la condition d'une contre-offensive sur le terrain social et politique comme sur celui des idées. Car, pour n'être pas dupe de la force prétendument intrinsèque du dogme néolibéral, il faut ajouter à l'analyse du consentement l'étude des formes contemporaines de la coercition (pour reprendre les termes de Gramsci) à un moment où s'accélère le virage autoritaire et anti-démocratique du capitalisme contemporain. Si les idées dominantes se fondent en un même brouet médiatique qui s'épice pour tous les goûts, leur puissance paradoxale se trouve ailleurs que dans leur contenu propre et leur cohérence d'ensemble. Elle tient, d'une part et avant tout, à un rapport de force politique et social et, d'autre part, à l'élaboration d'une propagande omniprésente, ciblant les individus selon leur position sociale et en vue de travestir une guerre de classe, conçue et menée comme telle par les classes dominantes. [...]

Le néolibéralisme est [au] point de rencontre d'une double série de contradictions inaperçues : une hégémonie de nature inédite, à la fois puissante et fragile, dans une situation de crise globale du capitalisme, de crise de la gauche sur l'ensemble de son spectre et de faiblesse historique du mouvement ouvrier.

Ce sont ces contradictions qui se réfractent dans l'ambivalence du mot de « néolibéralisme » : sous ce terme unique une fusion problématique tend à s'opérer, entre ce qui caractérise le stade présent du capitalisme (la montée des inégalités, l'augmentation de l'exploitation et la pression sur les salaires, la destruction de l'État social et la financiarisation de l'économie) et l'affirmation d'une refonte accomplie et totale de la réalité sociale, intégrant les rapports sociaux, la culture, l'ensemble des représentations et des comportements à la seule logique capitaliste, devenue avant tout un mode de production des corps et des âmes et ne laissant subsister ni dehors ni alternative. Dans ce contexte, le retour à Foucault en tant qu'analyste des disciplines, et des micropouvoirs, sert à réorienter l'étude du capitalisme en direction de l'étude du contrôle et du management, techniques devenues reines.

Spinoza se trouve également parfois mobilisé pour éclairer l'enrôlement supposé total des désirs, dont la description alarmiste remplace l'étude des processus reconduits et renouvelés de l'exploitation et des dominations auxquelles il se combine. Dans tous les cas, la focalisation de la critique sur la culture néolibérale et les mentalités qu'elle engendrerait inévitablement prend la place d'une approche plus globale et plus complexe, celle d'une critique de l'économie politique, dialectisant le rapport des idées aux pratiques et prenant acte du heurt croissant entre le discours néolibéral et le rejet populaire montant que suscitent ses choix politiques, ainsi que du rôle du contrefeu réactionnaire et néoconservateur. [...]

Il semble théoriquement et politiquement plus fécond [d'analyser le néolibéralisme] comme arme parmi d'autres aux mains des classes dominantes, de leurs alliés et de leurs ralliés, comme une idéologie donc, plus que jamais fragilisée par l'écart croissant entre des préconisations pratiques, leurs légitimations doctrinales et les effets réels des politiques concrètes sur les individus et sur leur conscience. Car les plans d'austérité imposés de par le monde ne conduisent pas avant tout ceux qui sont des salariés précarisés à se concevoir comme entrepreneurs de soi et comme consommateurs effrénés, mais plutôt à ressentir toujours plus violemment des formes d'exploitation renforcée qui entrent en tension avec les promesses du marché.

Pour autant, il ne s'agit pas de nier que ce dispositif parvienne aussi à produire le consentement et à mettre en boucle ses causes et ses effets : la destruction de la solidarité et de l'égalité. Mais l'alliance qui se dessine entre néoconservatisme et néolibéralisme est précisément une tentative de répondre à la tendance à la sécession des classes populaires, alors que la gauche peine à organiser une colère et un désarroi montants. Dès lors, il reste à comprendre la façon dont les politiques néolibérales, loin de produire un imaginaire commun, clivent les classes et les groupes mais aussi les individus, construisant une hégémonie par désagrégation plutôt que par adhésion. Cette approche des idées, centrée sur ceux qui les diffusent et ceux les reçoivent, et souvent les deux à la fois, est la condition d'une contre-offensive, sur le terrain des idées comme sur celui de la construction d'une alternative politique et sociale au capitalisme contemporain en même temps qu'aux idéologies asservissantes et régressives qu'il propage. [...]

3 Jules Falquet, « Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail, Cahiers du genre, 2006, n°40, pp. 15 à 37.

La mondialisation n'est pas un phénomène uniforme ni univoque, comme le signale une publication pionnière sur « Les paradoxes de la mondialisation » (Hirata, Le Doaré 1998). Elle possède des effets contradictoires et même parfois positifs sur la situation des femmes et sur l'évolution des rapports sociaux de sexe. Elle conduit notamment beaucoup de femmes à l'exercice d'emplois rémunérés, ce que l'analyse féministe considère généralement comme un pas important vers l'autonomie financière et l'émancipation. Cependant, la plupart des analystes féministes soulignent aussi, et surtout, un ensemble de conséquences négatives, voire catastrophiques pour les femmes, de l'actuelle mondialisation. Cinq grandes lignes d'analyse s'entrecroisent.

Une partie des chercheuses et du mouvement féministe voient tout simplement dans le néolibéralisme un nouvel avatar du système patriarcal. Ainsi, en Amérique latine et aux Caraïbes, certaines le considèrent comme le « stade suprême du patriarcat »⁷ ou évoquent le « patriarcat dans sa phase néolibérale »⁸. La féministe chilienne Margarita Pisano (2001) parle d'un véritable « triomphe de la masculinité ». Pour la Grande-Bretagne des années quatre-vingt, Sylvia Walby (1990) avait montré comment le *Welfare State* avait permis de passer d'un patriarcat « privé » à un patriarcat « public ». Dans la même logique, un tout récent numéro de la revue *Nouvelles questions féministes* (2004) se demande si les pays de l'Est postcommunistes constituent des « néo-patriarcats » ou au contraire des « patriarcats archétypaux ».

Sur le marché du travail et en termes économiques, un ensemble de chercheuses montrent que ce sont les femmes qui « amortissent » la crise provoquée par les plans d'ajustement structurel, d'autant plus qu'elles sont de plus en plus souvent cheffes de famille (Bisilliat 1996, 2003 ; Wichterich 1999 ; Verschuur, Reysoo 2002). D'autres analysent la manière dont le travail des femmes est attaqué, précarisé et flexibilisé, comme un « test » qui préfigure la restructuration de l'ensemble du travail sur un modèle « féminin » (Marchand, Sission Runyan 2000).

L'étude « genrée » des migrations dessine un troisième angle d'approche, particulièrement développé — l'Organisation internationale du travail (OIT 2003) elle-même ayant constaté que 49 % des migrants internationaux étaient des femmes en 2000. Les analyses féministes sont en pointe (Kofman, Phizucklea, Raghuran, Sales 2001 ; Rigoni, Séhili 2005 ; Recherches féministes 2002) avec un intérêt considérable pour l'internationalisation du travail du care (Hondagneu-Sotelo 2001) et tout particulièrement du travail domestique (Mozère 2002 ; Hersent, Zaidman 2003). D'autres se penchent sur le trafic des femmes et des fillettes (Corrin 2003), la prostitution (Alonzo, Angeloff, Gardey 2003 ; Azzoug, Rollinde, Veauvy 2004 ; Cabria 2004 ; CLIO 2003), les mariages arrangés, nous y reviendrons.

7 Voir le site Internet de Creatividad feminista, du groupe CICAM à Mexico : www.creatividadfeminista.org

8 C'est ainsi qu'à l'occasion de la Première rencontre contre le néolibéralisme et pour l'humanité, convoquée par le mouvement zapatiste, au Chiapas, en 1996, s'est formé un « Réseau de femmes, féministes et lesbiennes contre le patriarcat dans sa phase néolibérale ».

D'autres enfin tentent de montrer les femmes comme actrices et stratèges de leur propre migration, bien qu'elles soient très souvent surdéterminées par des logiques et des responsabilités familiales (Oso 2000). L'ouvrage de synthèse récemment publié par la commission femmes d'ATTAC (2003) résume bien les analyses en termes de travail et de migrations.

Les relations internationales, la guerre et la militarisation offrent un autre point de vue. Cynthia Enloe montre de manière éclatante comment la fin de la « guerre froide » a débouché sur une militarisation croissante qui affecte très profondément les définitions du genre et la vie des femmes, aussi bien les soldates nord-américaines que les épouses de militaires de n'importe quel pays ou les femmes qui vivent autour des bases militaires qui parsèment les pays du Sud (Enloe 1989, 2000). D'autres étudient les résistances des femmes à la guerre, comme Cynthia Cockburn à propos du réseau international des Femmes en noir (Cockburn, à paraître), et les clivages religieux et « ethniques » que la mondialisation néolibérale exacerbe. En Amérique latine, des féministes dénoncent les liens entre guerre et mondialisation néolibérale, comme au Chiapas (Mexique) : « Ces guerres cachent, derrière un discours de démocratie, l'appui militaire au néolibéralisme [...]. Elles sont l'expression maximale de la violence impérialiste et patriarcale (Olivera 2005) ».

Enfin, on peut analyser le rôle des institutions internationales, en particulier du FMI et de la Banque mondiale, mais aussi de l'ONU et de ses institutions satellites, dans la mise en place des politiques néolibérales. C'est l'approche du courant « autonome » du féminisme latino-américain et des Caraïbes qui critique la transformation des mouvements sociaux (dont le mouvement féministe) en organisations non gouvernementales (ONG) et leur dépolitisation par le biais des financements internationaux (Cañas 2003 ; Pisano 2001 ; Bederegal et al. 1993 ; Mujeres Creando 1998, 1999). J'ai moi-même repris ces analyses en y ajoutant les effets désastreux du « développement » prôné par ces institutions internationales, même et surtout quand elles prétendent « aider » les femmes (Falquet 2003, 2004). Ces analyses rejoignent les critiques classiques du « développement » et de la dette comme nouveaux avatars du néocolonialisme ou de l'impérialisme.

4 Tithi Bhattacharya, Comprendre la violence sexiste à l'ère du néolibéralisme, *Période*.

Les politiques néolibérales, sous couvert d'une rhétorique de la responsabilité individuelle, ont entrepris de détruire les services publics et de faire basculer la reproduction sociale entièrement sur les foyers individuels ou sur les prestataires privés. Il est important de souligner que le capitalisme en tant que système bénéficie du travail de reproduction sociale non rémunéré au sein de la famille, et de la dépense (limitée) des gouvernements vers le salaire socialisé. Le système ne peut pas se passer de la reproduction sociale « à moins de mettre en danger le processus d'accumulation », dans la mesure où la reproduction assure l'existence continue d'une marchandise dont le capitalisme a besoin par dessus tout : la force de travail (humaine)⁹. Comprendre cette dépendance contradictoire entre production et reproduction sociale est essentiel pour appréhender l'économie politique des rapports de genre, y compris celle de la violence sexiste.

Mais avant d'examiner comment la théorie de la reproduction sociale permet d'expliquer les rapports de genre, nous devons rendre compte de l'ampleur de la violence sexiste qui s'est déployée ces dernières années, afin de saisir l'urgence qu'il y a à mener une telle recherche théorique. Le premier rapport publié par l'Organisation mondiale de la santé portant sur les violences faites aux femmes dans leur ensemble, publiée en 2013, fait état que plus d'un tiers des femmes du monde à l'échelle mondiale, 35,6 %, subiront des violences sexuelles ou physiques dans leur vie, le plus souvent de la part de leur compagnon. Le niveau le plus élevé de cette mesure est enregistré en Afrique, où près de la moitié des femmes (45,6%), subiront des violences physiques ou sexuelles. Dans les pays d'Europe à PIB faible ou moyen, la proportion est de 27,2 %; dans les pays d'Europe à PIB élevé, le même taux est de 32,7 %¹⁰. Il y aurait donc une corrélation entre pauvreté et violences sexistes. Mais quels sont les mécanismes expliquant ce lien ?

Nombreuses et nombreux sont ceux et celles qui ont cherché la réponse dans le concept marxien d'aliénation. À propos du viol, une autrice observe par exemple que : « Le viol n'est pas le fruit des instincts « naturels » de l'homme. Il est le produit de la distorsion de la sexualité et de l'aliénation provoquées par la société de classe [...] Nous sommes aliéné·e·s les un·e·s et les autres. Le viol et la violence sexuelle sont les formes les plus extrêmes d'une telle aliénation »¹¹.

Il est incontestable qu'en régime capitaliste, toutes les manifestations du sexe, de la sexualité et du genre sont aliénées. Marx ne conçoit cependant pas l'aliénation comme des frustrations, des déceptions individuelles ou contingentes – qui pourraient se renforcer ou diminuer dans une période ou une autre – mais comme une condition qui affecte tout le monde au sein de la société de classe, y compris les classes dominantes. L'aliénation, comme mécanisme explicatif en lui-même, ne saurait rendre pleinement compte du fait que la majorité des viols ou des actes de violences sexuelles sont commis par des hommes et non par des femmes. Pour le dire différemment, l'aliénation, telle qu'elle est comprise par les marxistes, est une condition totalement diffuse au sein de la société capitaliste, alors que la

9 Meg Luxton, "Feminist Political Economy in Canada and the Politics of Social Reproduction," in Kate Bezanson, Meg Luxton eds, *Social Reproduction: Feminist Political Economy Challenges Neo-Liberalism* (Toronto: McGill-Queens University Press, 2006), p. 36.

10 Sarah Boseley, "One in Three Women Suffers Violence, Global Study Finds," *Guardian* (UK), June 20, 2013

11 Sadie Robinson, « What Causes Rape? », *Socialist Worker* [UK], 7 Juin 2011.

violence sexuelle est un phénomène bien plus spécifique – dans la mesure où chacun et chacune est aliéné-e par le capitalisme et à chaque instant, tandis que tout le monde ne souffre pas de la violence sexuelle au quotidien¹².

Plutôt que de partir du concept d'aliénation, je voudrais commencer par mettre en évidence les facteurs interdépendants qui permettent de penser les conditions de possibilité de la violence sexiste. Si ces facteurs ont un impact sur les relations genrées au sein de la famille, ils ne se limitent pourtant pas à la « sphère privée » de la vie sociale, hors de l'orbite de l'économie formelle. En effet, les trajectoires de la reproduction sociale sous le néolibéralisme montrent combien les dynamiques au sein de la production (économie formelle) déstabilisent les processus de reproduction sociale (« sphère privée »), et inversement.

La théorie de la reproduction sociale est notamment une théorie de la répartition du produit social (social provisioning), c'est-à-dire une analyse de la façon dont les hommes et les femmes accèdent aux moyens de subsistance, matériels et intellectuels, pour être à mêmes d'endurer une nouvelle journée de travail. Ces moyens sont déterminés historiquement et dépendent de circonstances sociales spécifiques, telles que le niveau général de développement (l'infrastructure) des sociétés et le niveau de vie que la classe ouvrière est parvenue à arracher au capital. Dans certaines sociétés, la montée des prix du pain ou du riz peuvent occasionner la crise de certaines familles ouvrières, tandis que dans d'autres circonstances, cette crise peut se produire en raison de la privatisation des services publics. Dans la mesure où les femmes ont toujours sur leurs épaules, au sein du foyer, le plus gros de l'activité permettant d'accéder au produit social, les rapports de genre sont nécessairement façonnés par les changements qui ont lieu dans le domaine de la répartition du produit social et le fait que celle-ci puisse ou ne puisse pas se dérouler dans un environnement protecteur et sécurisant. [...]

Quelles sont les composantes fondamentales du produit social pour la majorité des populations ? L'alimentation et le logement sont les deux nécessités élémentaires de la reproduction – et, pour continuer sur le même fil, tous les services socialisés nécessaires au maintien d'une vie humaine et digne tels que la santé, l'éducation, les crèches, les retraites, les transports publics. [...] Il n'est pas surprenant que dans les pays du Nord, la pression financière liée aux hypothèques et aux saisies immobilières – c'est-à-dire dans les termes de la théorie de la reproduction, liée à la destruction d'un logement sécurisant comme dimension intrinsèque de la reproduction du corps des travailleurs et travailleuses – ait contribué significativement à l'accroissement des violences conjugales après 2008.[...] Dans les pays du Sud, la destruction de l'économie de subsistance et l'intégration totale des femmes à l'économie marchande a abouti bien plus tard, sur ordre des politiques néolibérales. Dans de larges parties de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, les accords SAP ont contraint les gouvernements à couper les financements pour les compagnies publiques d'acheminement de l'eau. Et l'eau, en tant qu'ingrédient essentiel de la cuisine, du ménage et du care, est la responsabilité des femmes. Dès lors, quand les gouvernements ne fournissent pas l'eau à cause des coupes budgétaires, les femmes remplissent cette tâche. Dans la campagne sénégalaise, les femmes marchent près de dix kilomètres pour ramener de l'eau à leurs familles.

¹² Je tiens à remercier Colin Barker et Phil Gasper pour avoir évoqué cet argument lors de notre échange.

5 Nicos Poulantzas, « Étatisme autoritaire et totalitarisme », in *L'État, le pouvoir et le socialisme* (Prairies ordinaires, 2013 [1978])

L'étatisme autoritaire relève donc, plus fondamentalement, d'une périodisation du capitalisme en stades et phases. Il semble bien correspondre à la phase actuelle de l'impérialisme et du capitalisme monopoliste dans les pays dominants, de la même façon que l'État libéral se rapportait au stade concurrentiel du capitalisme, l'État interventionniste, sous ses diverses formes, aux phases précédentes du capitalisme monopoliste. L'étatisme autoritaire renvoie ainsi aux modifications structurelles qui spécifient cette phase dans les rapports de production, les procès et la division sociale du travail à la fois sur le plan mondial et sur le plan national. [...]

Certes, et c'est important, l'étatisme autoritaire existe, selon les conjonctures originales des divers pays concernés, sous forme de régimes différents. Mais souligner son rapport avec la phase actuelle du capitalisme, c'est indiquer déjà qu'il n'est guère un simple « phénomène » de surface. Une certaine forme de démocratie politique et représentative semble bien d'ores et déjà dépassée sous le capitalisme, tel qu'il se présente et qu'il se reproduit aujourd'hui. Remettre en cause l'étatisme autoritaire, non seulement sauvegarder ce qui reste des libertés, mais aussi les développer et les étendre, bref réaliser ce que vise ici la gauche, ne semble guère possible sans modifications réelles des facteurs qui induisent cette nouvelle forme d'État.

L'étatisme autoritaire renvoie aussi à la *crise politique* et à la *crise de l'État*. Ce qui commence maintenant à relever de l'évidence, mais il n'en était pas ainsi dans le passé encore récent. Je pense d'abord, bien sûr, à la majeure partie des représentants de la science politique officielle, en France et ailleurs, du fonctionnalisme traditionnel aux divers « systémismes », pour qui la crise politique et la crise de l'État furent et restent rigoureusement impensables : moment dysfonctionnel mystérieux, rompant brusquement avec les équilibres naturels d'un « système politique » censé fonctionner par ailleurs de façon harmonieuse et par autorégulation interne. Avons-nous dû en subir de ces célébrations du pluralisme des pouvoirs de la société libérale ! Société libérale qui démentirait un marxisme désormais (déjà !) dépassé, puisqu'elle aurait réussi à surmonter ses contradictions, voire la lutte des classes. Mais je pense surtout à un courant bien distinct du premier, et autrement plus intéressant : celui de penseurs contestataires qui, de l'école de Francfort aux radicaux américains, nous peignaient l'image terrifiante d'un État-Moloch totalitaire et tout-puissant, fondé sur un capitalisme de manipulation, qui aurait réussi à « intégrer » les masses populaires (contre, hélas, les prévisions de Marx, etc.) et s'avancerait inéluctablement vers la dévoration des sujets.

Cette image est fautive, et pas seulement en raison des limites structurelles qui marquent tout État capitaliste, y compris dans la phase actuelle : l'étatisme autoritaire s'articule à la crise politique et à la crise de l'État. Il est également une réponse aux éléments de crise, y compris de sa propre crise. Cet étatisme ne désigne pas ainsi un renforcement univoque de l'État, mais constitue bien plutôt l'effet d'une tendance, dont les pôles se développent inégalement, de *renforcement-affaiblissement* de l'État. L'État actuel dont l'étatisme autoritaire est terriblement réel, reste, en dépit de (plus, en raison de) cela, un colosse aux

pieds d'argile, fuyant en avant sur un sol qui se dérobe, ce qui est encore plus net sur le plan politique ; qu'on se souvienne certes que les bêtes blessées sont les plus dangereuses.

Mais mettre en rapport l'État et la crise politique, n'est pas chose simple. [...] Même si la crise économique actuelle n'est pas une crise passagère mais, sous certains de ses aspects, une crise structurelle, il serait faux de l'envisager comme une « crise générale » et lui faire recouvrir l'ensemble de la phase présente du capitalisme. Qui plus est, il serait inexact de croire que cette crise qui affecte peu ou prou, l'ensemble des pays capitalistes (ce sont eux qui nous intéressent ici) se traduit nécessairement, dans l'ensemble de ces pays, en effective crise politique et, raison de plus, en crise de l'État. La crise politique ne se réduit jamais à la crise économique, ni la crise de l'État à la crise politique : l'État capitaliste est même fait de telle sorte qu'il puisse résorber les crises politiques sans qu'elles débouchent sur de véritables crises de l'État. On ne saurait donc caractériser globalement l'État actuel, correspondant à une phase du capitalisme, comme un État de crise ou un État en crise. [...]

Certes, parce que la crise politique n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, il faut se référer, tout d'abord, aux *éléments génériques* de crise politique et de crise de l'État. Éléments qui, eux, à l'encontre de la crise effective, sont présents en permanence dans la reproduction des formes politiques capitalistes. *L'ensemble de la phase actuelle est caractérisée par une accentuation particulière des éléments génériques de crise politique et de crise de l'État*, accentuation qui, elle-même, s'articule à la crise économique du capitalisme. C'est cette accentuation des éléments génériques de crise politique et de crise de l'État qui constitue un trait structurel et permanent de la phase actuelle. L'étatisme autoritaire se présente également comme une résultante de, et comme une réponse à, l'accentuation de ces éléments de crise.

6 David Harvey, « L'État néolibéral » in *Brève histoire du néolibéralisme (Prairies ordinaires, 2014 [2005])*

Voilà qui nous amène enfin au problème épineux du rapport des États néolibéraux au marché du travail. Sur le plan intérieur, l'État néolibéral est nécessairement hostile à toute forme de solidarité sociale, qui impose des limites à l'accumulation du capital. Par conséquent, les syndicats indépendants et autres mouvements sociaux (tels que le socialisme municipal du type pratiqué par le Greater London Council), qui ont acquis un pouvoir considérable sous le régime du libéralisme intégré, doivent être disciplinés, sinon détruits, au nom de la sacro-sainte liberté individuelle du travailleur isolé. La « flexibilité » devient le maître-mot en ce qui concerne le marché du travail. Il est difficile de défendre l'idée que la flexibilité est foncièrement mauvaise, notamment face à des pratiques syndicales hautement restrictives et sclérosées. Certains réformateurs de gauche plaident donc avec force pour « la spécialisation flexible », qui serait un moyen d'aller de l'avant. Quelques individus en tireraient indiscutablement profit, mais les asymétries d'information et de pouvoir qui se font jour, combinées à l'absence d'une circulation facile et libre pour la force de travail (en particulier pour ce qui est de franchir les frontières étatiques) désavantagent les travailleurs. La spécialisation flexible peut être utilisée par le capital comme un moyen commode de trouver des modes d'accumulation plus flexibles. Les deux termes – spécialisation flexible et accumulation flexible – ont des connotations bien différentes. Ces différentes tendances ont en général pour résultat : une baisse des salaires, une insécurité de l'emploi croissante, et dans bien des cas, la disparition des avantages et des protections liés à l'emploi. Ces tendances sont clairement visibles dans tous les États qui ont emprunté la voie néolibérale. Si l'on en juge par l'attaque violente contre toutes les formes d'organisation des travailleurs et le recours massif à des réserves de travailleurs considérables mais largement inorganisées dans des pays comme la Chine, l'Indonésie, l'Inde, le Mexique le Bangladesh, il semble bien que le contrôle des travailleurs et le maintien d'un fort taux d'exploitation de la force de travail ont occupé une place centrale tout au long du processus de néolibéralisation. La restauration et la formation du pouvoir de classe se fait, comme toujours, aux dépens des travailleurs.

C'est précisément dans ce contexte de diminution des ressources personnelles tirées du marché du travail que la volonté néolibérale de re-transférer aux individus toute responsabilité en matière de santé a un effet doublement délétère. L'État se retirant du domaine de la protection sociale et réduisant son rôle dans des secteurs comme la santé, l'enseignement public, les services sociaux, il laisse des portions de plus en plus larges de la populations exposées à la pauvreté. Le filet de protection sociale est réduit au strict minimum, au bénéfice d'un système qui insiste sur la responsabilité individuelle. L'échec d'une personne est généralement attribué à des défaillances personnelles, et la victime très souvent rendue responsable de son malheur.

Le néolibéralisme ne condamne pas l'État, ou certaines institutions étatiques, à l'insignifiance, comme l'ont soutenu des commentateurs de droite et de gauche. Toutefois, il s'est opéré une reconfiguration radicale des institutions et des pratiques étatiques (notamment en ce qui concerne l'équilibre entre coercition et consentement, entre le pouvoir du capital et celui des mouvements populaires, entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, d'une part, et le pouvoir de la démocratie représentative, d'autre part).

Mais il y a des choses qui ne tournent pas rond dans l'État néolibéral. Aussi apparaît-il comme une forme politique transitionnelle ou instable. Au cœur du problème, l'écart grandissant entre les objectifs affichés du néolibéralisme – le bien-être de tous – et ses conséquences réelles – la restauration du pouvoir de classe. Mais derrière tout cela se cache toute une série de contradictions plus spécifiques qu'il convient de mettre en évidence :

1. D'un côté, on attend de l'État néolibéral qu'il se mette en retrait et se contente de préparer le terrain au marché, mais d'un autre côté, il est censé se démenier pour créer un climat favorable aux affaires et se comporter comme une entité compétitive sur la scène politique mondiale. Dans ce dernier rôle, il doit agir comme un corps collectif, ce qui pose un problème : comment assurer la loyauté des citoyens ? Le nationalisme est une réponse qui s'impose d'elle-même, mais il est profondément contraire au programme néolibéral. C'était le dilemme de Margaret Thatcher : elle était obligée de jouer la carte nationaliste dans la guerre des Malouines et plus encore dans la campagne contre l'intégration européenne pour obtenir sa réélection et poursuivre les réformes néolibérales en Grande-Bretagne. Que ce soit au sein de l'Union Européenne, du Mercosur (où les nationalismes brésilien et argentin entravent l'intégration), du NAFTA ou de l'ASEAN, le nationalisme, nécessaire au bon fonctionnement de l'État comme entreprise cohérente et compétitive, vient constamment entraver les libertés commerciales au sens large.

2. L'autoritarisme mis au service du marché s'accorde mal avec l'idéal des libertés individuelles. Plus le néolibéralisme tend vers l'autoritarisme, plus il lui est difficile de maintenir sa légitimité en respectant ces libertés, et plus il doit révéler sa vraie nature anti-démocratique. Parallèlement à cette contradiction, on constate une dissymétrie croissante dans la relation entre les entreprises et les individus comme vous et moi. Si « le pouvoir des entreprises nous vole notre liberté personnelle », alors les promesses du néolibéralisme sont réduites à néant. Cela vaut pour les individus sur leur lieu de travail comme dans leur vie privée. C'est une chose d'affirmer, par exemple, que mon état de santé relève de mes choix et de ma responsabilité personnelle. Mais est-ce une raison pour faire du marché le seul moyen de satisfaire mes besoins en payant des sommes exorbitantes à des compagnies d'assurances aussi inefficaces, gargantuesques et bureaucratiques que lucratives ? En outre, lorsque ces compagnies ont même le pouvoir de définir de nouvelles catégories de maladies correspondant à de nouveaux médicaments arrivant sur le marché, il y a clairement quelque chose qui ne tourne pas rond. Dans une telle situation, le maintien de la légitimité et la perpétuation du consentement deviennent, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, un difficile exercice d'équilibriste qui peut facilement finir en culbute si les choses commencent à mal tourner.

3. S'il est sans doute crucial de préserver l'intégrité du système financier, l'individualisme irresponsable des acteurs de ce système produit de la volatilité spéculative, des scandales financiers et une instabilité chronique. Les scandales de Wall Street, les affaires de comptabilité frauduleuse de ces dernières années ont sapé la confiance et posé aux autorités de régulation de sérieux problèmes : comment et quand intervenir, au niveau international comme au niveau national ? Le libre-échange international exige des règles du jeu globales et ne rend que plus manifeste la nécessité d'une forme de gouvernance à l'échelle planétaire (qui serait par exemple assurée par l'OMC). La dérégulation du système

financier facilite des comportements qui appellent de nouvelles formes de régulation si l'on veut éviter les crises.

4. Tandis que l'on vante les vertus de la concurrence, on assiste en réalité à la consolidation croissante d'un pouvoir oligopolistique, monopoliste et transnational détenu par une poignée de multinationales centralisées : la compétition en matière de sodas se réduit à l'opposition Coca-Cola vs. Pepsi, l'industrie de l'énergie se résume à cinq gigantesques transnationales, et quelques magnats des médias contrôlent l'essentiel des informations, qui constituent en grande partie de la propagande pure et simple.